

TRIBUNE

Autour de Notre-Dame, un silence de plomb

Par Judith Rainhorn, historienne, professeure à l'université Paris 1
Panthéon-Sorbonne(<https://www.liberation.fr/auteur/19649-judith-rainhorn>) — 3 mai 2019 à 06:32



La cathédrale Notre-Dame en feu, le 15 avril. Photo Fouad Maghrane. AFP

Si l'incendie n'a rien coûté en vie humaine, le danger subsiste : quelque 400 tonnes de plomb contenues dans la toiture et dans la flèche de la cathédrale, comme dans les peintures, se sont volatilisées en volutes jaunes chargées de particules toxiques. Un risque sur lequel les discours officiels restent opaques.

Tribune. L'image a tétanisé le monde : le 15 avril, la flèche embrasée de Notre-Dame, phare emblématique du patrimoine mondial, s'effondre. L'émotion internationale suscitée par ce dramatique incendie contraste avec le voile pudique qui est tombé sur ses possibles effets sanitaires. Si l'on s'est réjoui que le drame n'ait pas coûté une vie humaine, ce serait aller bien vite en besogne que de dire que le danger a disparu : les quelque 400 tonnes de plomb contenues dans la toiture et dans la flèche de la cathédrale, comme les vernis et peintures servant à sa décoration, se sont volatilisées en d'immenses volutes jaunes chargées de particules toxiques. Dès le lendemain, Airparif attestait l'absence de pollution de l'air par le plomb... tout en précisant ne pas avoir les moyens ni le mandat d'effectuer des mesures spécifiques et locales. Pas de thermomètre, pas de fièvre. Voilà le public rassuré.

Il y a là, pourtant, une invisibilisation du risque, que n'ont pas manqué de dénoncer plusieurs associations environnementales, telles Robin des Bois et l'Association des familles victimes du saturnisme (AFVS), forçant les autorités à sortir de leur réserve. Le 29 avril, après deux semaines d'un silence officiel assourdissant, la Préfecture de police de Paris a publié un discret communiqué de presse destiné aux riverains de la cathédrale, leur conseillant de procéder au ménage de leurs locaux «*à l'aide de lingettes humides*» et de s'adresser à leur médecin traitant «*en cas de doute*». Réaction bien tardive, indications bien vagues et prévention bien négligente

pour un risque toxique dont le périmètre géographique n'est pas non plus défini. Comment et quoi nettoyer ? Chaque boule à neige de la cathédrale sur les étagères des échoppes touristiques, chaque moulure des appartements voisins, chaque chaise des terrasses de café qui bordent le monument détruit ? Qui peut faire ce travail ? Faut-il porter un masque, des gants, un équipement particulier, faut-il faire appel à des personnels spécialisés ? Si le ménage a été fait sans précautions particulières dès le lendemain de l'incendie, que faire et quels sont les symptômes alarmants de l'intoxication saturnine, dont on ne prononce pas le nom ?

Opacité du discours officiel

Sur ce qui s'apparente à une nécessaire dépollution qui ne dit pas son nom, l'opacité du discours officiel est flagrante, enrobant le risque d'un halo coupable ; rien sur le danger avéré que représentent les poussières de plomb et les opérations de nettoyage pour les femmes enceintes et les jeunes enfants, particulièrement sensibles aux ravages du poison ; rien non plus sur le devenir du square Jean-XXIII, fermé «*par raison de sécurité*» selon le site de la mairie de Paris, alors que le square René-Viviani, au pied de Saint-Julien-le-Pauvre, à moins de 100 mètres à vol d'oiseau, voit les bambins s'égayer joyeusement, les mains dans le sable. Or, pas plus que le nuage radioactif de Tchernobyl ne s'est arrêté aux frontières vosgiennes, les retombées chargées de plomb n'ont été limitées à l'île de la Cité.

A l'évidence, ces deux semaines de silence ne sont que le dernier épisode en date de la longue histoire de l'invisibilité de la pollution au plomb. Car ce métal familier, utilisé depuis des siècles pour de nombreux usages (canalisations, outils, jouets, maquillage et, surtout, peintures et revêtements), est pourtant un incontestable poison pour la santé humaine, responsable du saturnisme qui atteint le système nerveux, le rein, le cerveau et dégrade l'état général jusqu'à parfois entraîner la mort. Pendant deux


siècles, on a peint tous les immeubles avec la fameuse céruse, pigment de plomb qui a fait des ravages parmi les ouvriers qui le fabriquaient et ceux qui l'appliquaient.

Consentement à l'empoisonnement

Tous voyaient l'hécatombe. Et pourtant, une puissante entreprise d'accommodement au risque a permis le maintien de ces pratiques pendant des décennies, tolérant la présence du plomb toxique dans notre environnement de travail et de vie. Malgré l'existence de substituts inoffensifs, en dépit de mobilisations médicales, syndicales et politiques intermittentes, la société dans son ensemble a durablement consenti à l'empoisonnement par ce toxique invisible omniprésent dans nos villes. Ultime et dramatique ricochet de cette intoxication, la maladie frappe depuis la fin du XX^e siècle des milliers d'enfants vivant dans des immeubles insalubres dont les peintures dégradées mettent au jour le poison sous-jacent. Malgré l'amélioration de la prévention, le plomb présent dans les logements provoque encore troubles de la croissance et retards psychomoteurs irréversibles.

Depuis le 15 avril, contrastant avec l'enthousiasme des levées de fonds, flotte autour de Notre-Dame une chape de silence. Les pompiers qui ont courageusement défendu la cathédrale perchés au-dessus du brasier, les riverains et les commerçants du quartier dont les locaux ont été empoussiérés, les ouvriers qui vont déblayer les gravats et démonter la gigantesque cage métallique de l'échafaudage central tordu par la chaleur, ceux qui travailleront à la reconstruction du monument, doivent être informés et protégés contre le poison, selon une procédure transparente et publique.

Pressés par l'impatience de voir Notre-Dame reconstruite, ne laissons pas, une fois de plus, occulter les dangers du poison par un silence de plomb.

Judith Rainhorn est l'auteure de *Blanc de plomb. Histoire d'un poison légal*, Presses de Sciences-Po, 2019 (en librairie le 16 mai). 

Judith Rainhorn historienne, professeure à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne(<https://www.liberation.fr/auteur/19649-judith-rainhorn>)